

Royaume du Maroc



Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle

academie regionale d'éducation et de formation

REGION TANGER - TETOUAN

Délégation Provinciale de Larache

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**OBJET / PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DES
ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET BATIMENTS ADMINISTRATIFS COLLEGIALS
ET QUALIFIANTS RELEVANT DE LA DELEGATION PROVINCIALE DU
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE DE LARACHE REPARTIS EN LOT UNIQUE**

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 22/ 2013 du 19/12/2013 à 9h 30 min

Pour la passation d'un marché cadre

SOMMAIRE

CHAPITRE

[ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES](#)
[ARTICLE 2 : REPARTITION DES LOTS](#)
[ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE CADRE](#)
[ARTICLE 4 : REFERENCES AUX DOCUMENTS GENERAUX](#)
[ARTICLE 5: NATURE DES PRIX :](#)
[ARTICLE 6 : VALIDITE DU MARCHE CADRE](#)
[ARTICLE 7 : NOTIFICATION DE L'ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHE CADRE](#)
[ARTICLE 8 : DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT](#)
[ARTICLE 9 : NANTISSEMENT](#)
[ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE](#)
[ARTICLE 11 : ORDRES DE SERVICE](#)
[ARTICLE 12 : CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE CADRE](#)
[ARTICLE 13 : REGLEMENT DE LITIGES](#)
[ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF](#)
[ARTICLE 15 : PENALITES](#)
[ARTICLE 16 : DELAI DE GARANTIE ET RETENUE DE GARANTIE](#)
[ARTICLE 17 : DUREE D'EXECUTION DU MARCHE CADRE](#)
[ARTICLE 18 : MODE DE REGLEMENT - CONDITIONS DE PAIEMENT :](#)

CHAPITRE II

[ARTICLE 1 : DESCRIPTION DES SITES](#)
[ARTICLE 2 : CONNAISSANCE DES LIEUX](#)
[ARTICLE 3 : REPRESENTATION DU TITULAIRE](#)
[ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE](#)
[ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS](#)¹⁴ [4.1. INTERVENTIONS JOURNALIERES](#)¹⁴ [4.2. INTERVENTIONS](#)
[HEBDOMADAIRES : 4.3. INTERVENTIONS MENSUELLE](#)
[ARTICLE 5 : PROFIL DES AGENTS ET LEUR REMPLACEMENT](#)
[ARTICLE 6 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE](#)
[ARTICLE 7 : UNIFORME DE TRAVAIL](#)
[ARTICLE 8 : LE RESPECT DU SECRET PROFESSIONNE](#)
[ARTICLE 9 : HORAIRES](#)
[ARTICLE 10 : DELAI DE COMMENCEMENT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS](#)
[ARTICLE 9 : CONTROLE DES PRESTATIONS](#)
[ARTICLE 10 : ASSURANCE CONTRE LES RISQUES](#)
[ARTICLE 11 : MESURES PARTICULIERES](#)¹⁷
[ARTICLE 12 : CONTINUITE DE SERVICE](#)
[ARTICLE 13 : RECEPTION DES PRESTATIONS](#) [13.1. RECEPTION PROVISOIRE](#) : [13.2. RECEPTION](#)
[DEFINITIVE :](#)
[ARTICLE 14 : EFFECTIF DU PERSONNEL](#)
[ARTICLE 15: REPARTITION DU PERSONNEL PAR ETABLISSEMENT](#)
[ARTICLE 16 : ORGANISATION DU TRAVAIL](#)
[ARTICLE 17 : FOURNITURE D'INGREDIENTS](#)

ROYAUME DU MAROC

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle

academie regionale d'éducation et de formation

REGION TANGER - TETOUAN

Délégation Provinciale de **LARACHE**

Mode de passation du Marché cadre

Marché-cadre passé par **appel d'offres ouvert sur offre des prix** n°22 /2013 du 19/12/2013 en séance publique, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Académie Régionale d'Education et de Formation de la region Tanger-Tetouan, approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances le 11/06/2012.

Entre les soussignés :

Monsieur le délégué provincial du ministère de l'éducation nationale et de la Formation Professionnelle de larache, Désigné ci-après par « le Maître d'Ouvrage » ou « l'Administration »,

D'une part,

Et

- Monsieur :
- Agissant au nom et pour le compte de :
- Au capital de :
- Faisant élection de domicile à :
- Inscrit au Registre de Commerce de : Sous le n°
- Affilié à la C.N.S.S. sous le n° :
- Patente n° :
- Titulaire du compte bancaire ouvert au :
- Sous le N° :

Et désigné ci- après par le « titulaire » ou « prestataire »,

D'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit,

CHAPITRE I

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix pour la passation d'un marché cadre relatif aux PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET BATIMENTS ADMINISTRATIFS COLLEGIALS ET QUALIFIANTS RELEVANT DE LA DELEGATION PROVINCIALE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LARACHE REPARTIS EN LOT UNIQUE .

Les lieux d'exécution de ces prestations sont détaillés au niveau de l'article 1er du deuxième chapitre « clauses techniques », ci-dessous.

ARTICLE 2 : REPARTITION DES LOTS

Le présent appel d'offres est lancé en lot unique

N° du lot	Objet
Lot unique	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET BATIMENTS ADMINISTRATIFS COLLEGIALS ET QUALIFIANTS RELEVANT DE LA DELEGATION PROVINCIALE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LARACHE REPARTIS EN LOT UNIQUE

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE CADRE

LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE QUI RESULTERA DU PRESENT APPEL D'OFFRES SONT LES SUIVANTES :

- 1 - l'acte d'engagement;
- 2 - le présent cahier des prescriptions spéciales;
- 3 - le bordereau des prix et Détail estimatif ;
- 4 - le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G-EMO).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives des marchés qui résulteront du présent appel d'offres, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCES AUX DOCUMENTS GENERAUX

Pour l'exécution des prestations objet des marchés résultant du présent appel d'offres, les prestataires sont soumis aux dispositions des textes généraux énumérés ci-après :

* Le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G-EMO).

- * Le Règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Académie Régionale d'Education et de Formation de Tanger - Tétouan approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances le 11/06/2012.
- * La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003).
- * La loi 07.00 portant création des Académie Régionales d'Education et de formation, promulguée par le dahir n° 1.00.203 du 15 Safar 1421 (19 mai 2000) ;
- * Le Dahir n° 1-03-194 du 14 rejev 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au Code du travail.
- * La Circulaire n°19/99 du 16 août 1999 de M. le Premier Ministre relative à la constitution des dossiers d'engagement des marchés de l'Etat ;
- * Le dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- * Le décret n° 2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat ;
- * La circulaire n° 4.59/S.G.G du 12 Février 1959, l'instruction n° 23.59/S.G.G du 6 Octobre 1959 et la circulaire n° 1.61/S.G.G/CAB du 30 Janvier 1961 relatives aux marchés de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales ;
- * Le décret n° 2-02-121 du 24 Chaoual 1424 (19/12/2003) relatif aux contrôleurs d'Etat, commissaires du gouvernement et Trésoriers payeurs auprès des entreprises publiques et autres organismes ;
- * Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements relevant du public (Arrêté du 23-5-56) ;
- * Le décret n°2-73-633 du 29 rabii II 1394 (22-05-1974) tel que modifié et complété par le décret n° 2-86-820 du 28 rabia II 1407 (31-12-1986) et par le décret n° 2-95-785 du 8 chaâbane 1416 (30-12-1995) portant création de la taxe de formation professionnelle, fixant le taux et les conditions de recouvrement de la dite taxe et déterminant les conditions relatives à la conclusion du contrat pour la réalisation de programmes spéciaux de formation professionnelle ;
- * Le décret n° 2-05-741 du 11 joumada II 1426 (18 Juillet 2005) modifiant le décret n°2-01-2723 du 12 mars 2002, fixant le taux des cotisations dues à la Caisse nationale de sécurité sociale ;
- * Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre et particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum ;
- * Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature des marchés issus du présent appel d'offre. Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de ces marchés.

Remarques :

- Si les textes généraux prescrivent des clauses contradictoires entre eux, le prestataire devra se conférer aux plus récents.
- Le prestataire devra se procurer ces documents, s'il ne les possède déjà, et ne pourra en aucun cas exciper de leur ignorance pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: NATURE DES PRIX :

Le marché cadre découlant de cet appel d'offres est à prix unitaires.

Les prix du marché cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques.

Le titulaire est réputé avoir pris parfaitement connaissance des coûts et charges liés à l'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres et les a intégrés à ses prix.

Les prix des marchés qui résulteront du présent appel d'offres sont fermes et non révisables durant toute la durée du marché cadre. Le titulaire du marché renonce expressément à toute révision des prix.

ARTICLE 6 : VALIDITE DU MARCHE CADRE

Le marché qui résultera du présent Appel d'Offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son visa par **le Contrôleur d'Etat de l'AREF Tanger – Tétouan** et son approbation par **le directeur de l'académie régionale de l'éducation et de la formation tanger-tétouan**.

ARTICLE 7 : NOTIFICATION DE L'ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHE CADRE

L'entrée en vigueur du marché doit être notifiée au titulaire dans un délai maximum de **quatre vingt dix (90) jours** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'entrée en vigueur du marché n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis de l'administration, et main levée sur son cautionnement provisoire lui est donnée à sa demande.

Toutefois l'administration peut, dans un délai de dix (10) jours avant l'expiration du délai susvisé au premier paragraphe ci-dessus, proposer à l'attributaire, par lettre recommandée, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée. L'attributaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de la réception de la lettre de l'administration pour faire connaître sa réponse. En cas de refus le cautionnement provisoire sera restitué à l'attributaire.

ARTICLE 8 : DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'acquitte des droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché qui résultera du présent Appel d'Offres, tels que ces droits résultent des lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché qui résultera du présent Appel d'Offres, il est à préciser que:

- La liquidation des sommes dues par l'administration en exécution du marché sera, opérée par les soins du **délégué provincial du ministère de l'éducation nationale et de la Formation Professionnelle de Larache**.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 7 du Dahir du 28 Août 1948, relatif au nantissement des marchés publics, est le **délégué provincial du ministère de l'éducation nationale et de la Formation Professionnelle de Larache**, Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'Académie Régionale de l'Education et de la Formation de la région ou éventuellement le Fondé de Pouvoirs de la **Délégation de Larache** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers des titulaires de ce marché qui résultera du présent Appel d'Offres .
- Le maître d'ouvrage délivrera au titulaire traitant, sans frais, un exemplaire spécial du marché, portant la mention « Exemplaire Unique » et destiné à former titre.

ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

1- Les notifications du maître d'ouvrage et de l'administration sont valablement faite au domicile élu et au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivant la date du changement.

Les notifications peuvent être faites par courrier porté contre récépissé ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut, par le prestataire, d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications qui se rapportent à son marché seront valablement faites dans les bureaux de **la délégation de Larache**.

ARTICLE 11 : ORDRES DE SERVICE

- 1- L'ordre de service est écrit. Il est signé par le maître d'ouvrage, daté, numéroté et enregistré.
- 2- L'ordre de service est établi en double exemplaire et notifié au titulaire ; celui-ci renvoie au maître d'ouvrage un exemplaire après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu et ce, dans un délai maximum de huit (8) jours après la date de réception de l'ordre de service.
- 3- Le titulaire doit se conformer à l'ordre de service qui lui est notifié.
- 4- Le titulaire se conforme aux changements qui lui sont prescrits pendant l'exécution du marché lorsque le maître d'ouvrage les ordonne par ordre de service.

ARTICLE 12 : CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE CADRE

Le marché pourra être résilié, le cas échéant, dans les conditions prévues par le C.C.A.G-EMO.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DE LITIGES

Tous les litiges qui surviendraient entre le titulaire du marché qui résultera du présent appel d'offres et l'administration, et non réglés à l'amiable, seront soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 12 et 13 du C.C.A.G-EMO, le cautionnement provisoire est fixé, pour chacun des lots, à :

	Montant en chiffres (en Dirhams)	Montant en toutes lettres (en Dirhams)
Lot unique	10 000.00 DH	Dix mille dirhams

Le cautionnement provisoire sera libéré immédiatement après constitution de la caution définitive. Pour les concurrents non retenus, ledit cautionnement sera restitué après attribution du marché.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché ; sa constitution doit avoir lieu dans les trente (30) jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché. Il sera libéré trois mois après la réception définitive.

La caution provisoire ne sera pas restituée dans les cas prévus par l'article 16 du CCAG-EMO.

ARTICLE 15 : PENALITES

15.1. A défaut par le titulaire d'avoir commencé l'exécution des prestations dans le délai imparti, il lui sera appliqué, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO, une pénalité par jour de retard de 1/1000 (un millième) du montant du marché.

Le montant de cette pénalité viendra d'office en déduction et sans préavis des décomptes dus au titulaire. Cette pénalité pour retard sera plafonnée à dix pour cent (10%) du montant initial du marché.

15.2. A défaut par le titulaire d'avoir exécuté les prestations de service, des pénalités seront déduites d'office et sans mise en demeure préalable, des décomptes des sommes dues au titulaire. Ces pénalités seront calculées conformément aux modalités ci-dessous :

15.2.1. Pour les interventions journalières :

- En cas d'absence constatée des équipes des préposés à l'entretien et nettoyage, une pénalité de cent (100) dirhams par jour d'absence et par site sera appliquée au

titulaire.

- En cas de non exécution d'une opération ou d'absence d'un préposé, une pénalité de vingt (20) dirhams pour chacun sera appliquée au titulaire, sans toutefois dépasser cent (100) dirhams le même jour.

15.2.2. Pour les interventions hebdomadaires

- En cas d'absence constatée des préposés à l'entretien et nettoyage, une pénalité de deux cent (200) dirhams par jour d'absence et par site sera appliquée au titulaire.
- En cas de non exécution d'une opération ou d'absence d'un préposé, une pénalité de cinquante (50) dirhams pour chacune sera appliquée au titulaire, sans toutefois dépasser deux cent (200) dirhams le même jour.

15.2.3. pour les interventions mensuelles

- En cas d'absence constatée des préposés à l'entretien et nettoyage, une pénalité de quatre cent (400) dirhams par jour d'absence et par site sera appliquée au titulaire.
- En cas de non exécution d'une opération ou d'absence d'un préposé, une pénalité de cent (100) dirhams pour chacune sera appliquée au titulaire, sans toutefois dépasser quatre cent (400) dirhams le même jour.

15.3. Par ailleurs, les pénalités prévues ci-dessous seront appliquées par le Maître d'ouvrage, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de la non-conformité aux prescriptions du marché :

- en cas de dégradation du matériel et/ou d'insuffisance des produits de nettoyage, une pénalité de 100 DH par jour est appliquée sur constat fait par l'Administration. Cette pénalité ne peut toutefois dépasser 10% du montant mensuel des prestations ;
- en cas de dégradation de la tenue de travail, une pénalité forfaitaire de 50 DH par agent et par jour est appliquée au cas où il est constaté qu'un ou plusieurs agents portent une tenue de travail non-conforme ou négligée.

Toutes les pénalités ci-dessus sont cumulables sans que leur cumul ne puisse dépasser 10% du montant mensuel des prestations. La répétition de ces constats peut entraîner la résiliation du marché par le maître d'ouvrage, sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts par le titulaire.

ARTICLE 16 : DELAI DE GARANTIE ET RETENUE DE GARANTIE

En application de l'article 13 du CCAG-EMO et vu la nature et l'étendue des prestations objet du marché qui résultera du présent appel d'offres, il n'est prévu ni délai ni retenue de garantie.

ARTICLE 17 : DUREE D'EXÉCUTION DU MARCHE CADRE

Conformément aux dispositions de l'article 5 du Règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Académie Régionale d'Education et de Formation de la Région Tanger - Tétouan, approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances le

11/06/2012, les marchés-cadre qui résulteront du présent appel d'offres seront conclus pour une durée **d'une année** et prendront effet à compter du jour fixé par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations. **Ils seront renouvelables par tacite reconduction d'année en année, sans que la durée totale n'excède (03) trois années**, à moins qu'ils ne soient dénoncés par l'une des deux parties par un préavis de deux (02) mois avant la fin de chaque année.

En cas de non reconduction du contrat par le maître d'ouvrage, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 18 : MODE DE REGLEMENT - CONDITIONS DE PAIEMENT :

Les prestations faisant l'objet du marché cadre résultant du présent appel d'offres seront réglées par application des prix unitaires définis et établis par le titulaire aux quantités réellement exécutées, conformément aux descriptions figurants au bordereau des prix-détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Le règlement du marché sera effectué trimestriellement après attestation du service fait dressée par les personnes désignées par le Délégué.

Le titulaire adressera pour règlement à la Délégation de **larache** une facture établie en cinq (5) exemplaires, dont l'originale sera timbrée. Les factures doivent être numérotées, datées et arrêtées en toutes lettres. Elles doivent être certifiées exactes par la personne habilitée par le Maître d'ouvrage ; et cachetées et signées par le créancier qui doit en outre rappeler la nature des prestations. De même, elles doivent porter le numéro et l'intitulé du marché ainsi que le numéro du compte à 24 positions RIB complet (postal, bancaire ou du trésor).

Toutes factures portant des ratures, mal libellées ou dont les calculs ne sont pas exacts seront retournées au titulaire pour rectification.

Ces factures doivent être appuyées des PV de réception d'une commission désignée par le Délégué portant certification du service fait et qui doivent être arrêtés en toutes lettres, certifiés exacts et co-signés par le titulaire.

Le paiement sera effectué trimestriellement à terme échu à compter du lendemain de la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Le paiement des sommes dues sera effectué par virement à un compte courant (postal, bancaire ou du trésor) du titulaire par le Trésorier Payeur ou éventuellement par le Fondé de Pouvoirs nommé auprès de la Délégation de larache.

Remarque :

A partir du deuxième mois d'exécution des prestations effectuées, les factures déposées, doivent obligatoirement être accompagnées des documents suivants :

- Les polices d'assurance relatives à la responsabilité civile et l'accident de travail mentionnant le nombre des assurés ;
- Le bordereau de Déclaration de Salaire (BDS) CNSS portant le nombre de jours et d'heures réellement travaillées par les agents assurant les prestations de nettoyage en conformité avec ceux réellement effectués dans le cadre du

marché ;

- Le bordereau de paiement CNSS ;
- La fiche de paie individuelle signée par l'agent concerné justifiant du respect du paiement du salaire (SMIG journalier et Charges sociales) ;
- La pièce délivrée par la CNSS (formulaire n° 212-2-46) attestant la déclaration effective, sous forme de liste nominative, de tous les agents employés dans le cadre du marché qui sera issu du présent appel d'offres.

Par ailleurs, le titulaire du marché est tenu de respecter de manière générale les disposition du code de travail

CHAPITRE II

CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 1 : DESCRIPTION DES SITES

Les prestataires sont sensés avoir visité les sites afin de se rendre compte des détails, des conditions et de l'état des locaux dont ils auront la charge d'assurer le nettoyage.

Les établissements pour lesquels les prestations seront assurées sont listés ci-après :

N° d'ordre	Désignation du lieu d'exécution des prestation	Urbain/Rural
1	LYCEE MLY MED BEN ABDELAH	U
2	LYCEE MAA AYNAYNE	U
3	LYCEE BEN CHAKROUNE	U
4	LYCEE TECHNIQUE	U
5	LYCEE CHAABANE	U
6	LYCEE LIXUS	R
7	LYCEE OULED OUCHIH	U
8	LYCEE AL MOHAMADIA	U
9	LYCEE OUED MAKHAZINE	U
10	LYCEE ROUTE DE RABAT	U
11	LYCEE AHMAD ERRACHIDI	U
12	COLLEGE ABDELKRIM EL KHATABI	R
13	COLLEGE OUAFAA	U

14	COLLEGE IMAM MALEK	U
15	COLLEGE HASSAN II	U
16	COLLEGE OUED MAKHAZINE	U
17	COLLEGE MAGHREB JADID	U
18	COLLEGE SAHEL	R
19	COLLEGE RISSANA	R
20	COLLEGE BNI GORFET	R
21	COLLEGE AZIZ BLAL	R
22	COLLEGE AYACHA	R
23	COLLEGE LAAOUAMRA	R
24	COLLEGE ZOUADA	R
25	COLLEGE ABI MAHASSINE	U
26	COLLEGE ALLAL BEN ABDELAH	U
27	COLLEGE MANSSOUR ADDAHBI	U
28	COLLEGE IMAM MOUSLIM	U
29	COLLEGE TARIK BNOU ZIAD	U
30	COLLEGE TATOFT	R
31	COLLEGE KOLLA	R
32	COLLEGE KSAR BJIR	R
33	COLLEGE SOUAKEN	R
34	COLLEGE ALLAL LOUDIYI	U
35	LYCEE ALLAL FASI	R
36	COLLEGE MEHDI BEN BARKA	U

Selon les besoins qui peuvent survenir en cours d'exécution des marchés qui résulteront du présent appel d'offres, le maître d'ouvrage se réserve le droit, après en avoir informé le titulaire, d'apporter les réajustements qui s'imposeraient sur la liste des sites ci-dessus.

ARTICLE 2 : CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire reconnaît avoir visité tous les bâtiments et établissements scolaires, objet des prestations d'entretien et de nettoyage et avoir reçu toutes les explications et informations

qui lui ont permis l'établissement de ses prix. Il ne peut en aucun cas se prévaloir ultérieurement du manque d'information pour se dérober à l'exécution de son entreprise dans les meilleures conditions.

ARTICLE 3 : REPRESENTATION DU TITULAIRE

Pendant la durée de l'exécution des marchés qui résulteront du présent appel d'offres, les titulaires devront désigner nommément leurs représentants auprès du maître d'ouvrage munis des pouvoirs nécessaires pour assurer le suivi et l'exécution des marchés qui résulteront du présent appel d'offres.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

- Mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer efficacement sa mission ;
- Mettre à la disposition de l'Administration, des agents possédant les capacités et aptitudes physique et mentale, de bonne moralité, ayant le sens de courtoisie, dynamiques et motivés dans l'exercice de leur fonction ;
- Equiper ses agents, outre les tabliers présentables, du matériel adéquat et des produits suffisants à même d'assurer les prestations dans les meilleurs conditions ;
- S'engager à respecter la réglementation de travail en vigueur (SMIG, CNSS, assurances, congés payés) ;
- S'engager à régler les salaires des agents chaque fin du mois ;
- Remplacer immédiatement tout agent qui s'avère ne pas posséder les qualités requises pour l'exercice de la fonction ;
- Informer immédiatement l'administration, par écrit, du licenciement de tout agent ;
- S'assurer du respect de ses agents de la propreté et de la bonne tenue vestimentaire. A cet effet, les titulaires doivent fournir à leur personnel chargé de l'entretien et du nettoyage, des tabliers portant l'insigne du titulaire, agréés par l'Administration avec des badges qu'ils porteront obligatoirement mentionnant leur identité et l'établissement où ils sont affectés.

Le personnel de la société sera soumis aux règlements concernant la discipline intérieure applicable aux agents de l'établissement. Il lui sera interdit d'accepter les pourboires et de fumer dans les locaux. Il sera tenu dans l'obligation de discrétion professionnelle. Les agents de l'entreprise ne devront révéler à quiconque les faits dont ils auront connaissance à l'occasion de leur service. Il sera tenu au respect de la liberté de conscience de chacun. Toutes formes d'interventions concernant les opinions politiques, confessionnelles ou religieuses sont interdites.

Les préposés à l'entretien et au nettoyage doivent être qualifiés, possédant la résistance physique requise et jouir d'une bonne moralité, faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel.

Le titulaire doit fournir aux représentants du maître d'ouvrage, s'ils le demandent, tous les renseignements et explications utiles lors de l'exécution des prestations. En outre, il doit informer le maître d'ouvrage de tous les incidents ou problèmes qui interviendraient

durant l'accomplissement de sa tâche ainsi que les mesures prises pour y remédier.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à assurer l'entretien et le nettoyage des bâtiments et établissements désignés au marché. Ainsi, en accord avec le maître d'ouvrage, les préposés du titulaire affectés dans les bâtiments et établissements auront à exécuter trois (03) genres d'intervention :

4.1. Interventions journalières :

Ces interventions seront quotidiennes du Lundi au Vendredi. Lesdites interventions comprennent les opérations suivantes :

- Aération des locaux ;
- Vidange des corbeilles à papier, des cendriers et ramassage de tous les déchets, détritiques et papiers usagers ;
- Balayage, lavage et lustrage des sols ;
- Nettoyage des rampes d'escaliers ;
- Nettoyage et désinfection des installations sanitaires ;
- Nettoyage des cuvettes et lavabos par produits spécifiques ;
- Nettoyage des sièges et cuvettes des W-C à l'eau de javel ; une solution antiseptique sera ensuite pulvérisée pour la désinfection et l'absorption des odeurs ;
- Nettoyage des salles de classes, les vestiaires de sport et l'administration des établissements scolaires ;
- Balayage de l'extérieur des bâtiments (voiries, en face des allées piétonnes, cours, jardins et parkings).

4.2. Interventions hebdomadaires :

Ces interventions interviennent les trois premiers samedi de chaque mois. Elles comprennent les opérations suivantes :

- Dépoussiérage par aspiration industrielle de moquettes, tapis etc ;
- Dépoussiérage des appareils téléphoniques ;
- Dépoussiérage des appareils informatiques ;
- Dépoussiérage du mobilier de bureau ;
- Décapage des joints sols ;
- Décapage et désinfection des appareils sanitaires etc.
- Grand lavage des surfaces-sols avec machine auto-laveuse avec des détergents bactéricides et lustrage avec machine mono-brosse.
- La collecte des déchets des terrains de sport et de cour des établissements.

4.3. Interventions mensuelles

Ces interventions se feront le dernier samedi de chaque mois. Elles comprennent les opérations suivantes :

- Nettoyage à fond des vitrages d'intérieur ;
- Dépoussiérage des plaques indicatrices, affichage, signalisation ;

- Dépoussiérage des armoires, placards ;
- Nettoyage des plafonds ;
- Lavage à fond des murs, cloisons, piliers etc.
- Lustrage des vitrages extérieurs ;
- Nettoyage des terrasses, parkings, cours, balcons ;
- Pansage des surfaces-sols.
- Nettoyage des volets roulants et stores ;
- Lavage des rideaux en tissu ;
- Nettoyage des moquettes et tapis par injection – extraction ;
- Désinsectisation des bureaux.

ARTICLE 5 : PROFIL DES AGENTS ET LEUR REMPLACEMENT

Le titulaire s'engage à affecter à cette mission une équipe composée d'agents permanents choisis pour leurs compétences professionnelles, leur complémentarité et leur connaissance du domaine en vue de répondre au mieux à la demande de l'Administration.

Tout agent ne peut être engagé qu'après accord du maître d'ouvrage qui se réserve le droit de demander le remplacement du personnel prévu initialement par des agents plus qualifiés dans la limite des charges et des coûts prévus au présent marché.

Aucune absence des agents du titulaire n'est tolérée. Si l'agent s'est vu dans l'impossibilité d'assurer son travail, le titulaire doit le remplacer immédiatement et en aviser l'Administration.

Les agents agréés par le maître d'ouvrage au début de la mission ne peuvent être remplacés qu'après agrément de celui-ci.

Le titulaire devra tenir constamment à la disposition du maître d'ouvrage la liste nominative et actualisée de ses préposés.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Les agents désignés pour assurer les missions exercent leur activité en tant qu'employés du titulaire et ne sont en aucun cas liés par un quelconque contrat de travail avec l'administration.

Le titulaire répond des faits et fautes de ses préposés ayant entraîné un préjudice quelconque au Maître d'Ouvrage et aux personnels et partenaires de celui-ci.

En cas de vol de matériel dans le bâtiment, objet du marché, le titulaire sera tenu de dédommager le maître d'ouvrage dans la limite de la valeur vénale du dit matériel.

ARTICLE 7 : UNIFORME DE TRAVAIL

Les employés du titulaire du marché doivent porter une tenue de travail (blouse validée par le maître d'ouvrage) propre, correcte, identique et uniforme portant, de manière apparente, les insignes du titulaire.

ARTICLE 8 : LE RESPECT DU SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire du marché cadre et son personnel sont tenus au secret professionnel, pendant toute la durée du marché et après son achèvement, sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Administration, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Administration des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

ARTICLE 9 : HORAIRES

Les horaires de travail sont fixés à **3 heures par jour et établissement** comme suit :

- **250 jours** pour les collèges et les lycées.

ARTICLE 10 : DELAI DE COMMENCEMENT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

La prise en charge de l'entretien et du nettoyage doit débuter à partir du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations ou à défaut de la date prescrite dans l'ordre de service.

ARTICLE 9 : CONTROLE DES PRESTATIONS

L'administration se réserve le droit d'effectuer des contrôles inopinés aux moments de l'exécution des prestations.

En sus du contrôle et de la vérification normale des prestations par les représentants du maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir à ces derniers, s'ils le demandent, tous les renseignements et explications utiles pour l'exécution de leur mission.

En outre, il doit informer immédiatement le responsable désigné par l'Administration de tous les incidents ou problèmes qui surgissent durant l'accomplissement de sa tâche, ainsi que les mesures prises pour y remédier.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de :

- Fixer et changer l'horaire des prestations ;
- Contrôler la présence des préposés dans leurs postes et, en cas d'absence constatée, les pénalités prévues par l'article 15 seront appliquées au titulaire ;
- Contrôler la conformité du profil des agents et de demander leur remplacement par d'autres plus qualifiés, en cas d'insuffisance.

ARTICLE 10 : ASSURANCE CONTRE LES RISQUES

En application de l'article 20 du C.C.A.G-EMO, le titulaire du marché cadre qui résultera du présent appel d'offres doit être couvert par une ou plusieurs polices d'assurance contre les risques découlant de son activité. Il est notamment tenu de contracter une assurance couvrant pendant toute la durée du marché cadre, les risques inhérents à l'exécution des prestations, dont :

- Assurance pour maladie ou accident de travail ;
- Assurance de la responsabilité civile à l'égard des tiers ;

L'assurance de ces risques doit être souscrite et gérée par une entreprise d'assurance agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances pour pratiquer l'assurance desdits risques.

Le titulaire de marché cadre doit, avant de commencer l'exécution des prestations, présenter au maître d'ouvrage l'attestation d'assurance couvrant ces risques.

ARTICLE 11 : MESURES PARTICULIERES

Lorsque les prestations sont exécutées dans un point sensible ou pendant des périodes particulières ou en cas d'urgence, les titulaires devront observer les dispositions particulières qui leur sont communiquées par le maître d'ouvrage et collaborer étroitement et sans condition aucune avec tous les moyens adéquats.

Dans ces cas, les titulaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : CONTINUITE DE SERVICE

Le titulaire du marché cadre qui résultera du présent appel d'offres s'engage à respecter le principe d'assurer la continuité des prestations. A ce titre et en cas de cessation concertée de travail du personnel, il est tenu de remplacer le personnel en arrêt de travail, immédiatement après accord de l'Administration.

ARTICLE 13 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Il sera dressé à la fin de chaque trimestre un procès-verbal de réception signé par les membres d'une commission désignée par le chef de l'établissement ou la personne habilitée par lui à cet effet. Sur la base de ces procès verbaux, l'administration établira un procès – verbal global pour l'ensemble des prestations exécutées.

Le titulaire est tenu d'assurer le suivi de ses préposés et de présenter à l'administration des fiches de pointage (attachements) pour le règlement des sommes dues. En cas de discordances entre les attachements de l'administration et ceux du titulaire, ceux de l'administration seront considérés comme bons pour le déblocage de la situation. La différence des jours objet de la discordance sera prise en considération dans le décompte qui suit après avoir statuer.

13.1. RECEPTION PROVISOIRE :

A la fin de l'année, le Maître d'ouvrage procédera à la réception provisoire partielle des prestations réalisées, si le titulaire a bien rempli son engagement contractuel en matière de prestations d'entretien et de nettoyage objet du marché qui résultera du présent appel d'offres. La réception provisoire sera constatée par certification du service fait.

13.2. RECEPTION DEFINITIVE :

A la fin de la durée totale du marché cadre qui résultera du présent appel d'offres, le Maître d'Ouvrage procédera à la réception définitive du marché, un procès verbal de réception définitive sera établi par le Maitre d'Ouvrage.

ARTICLE 14 : EFFECTIF DU PERSONNEL

Le nombre des agents par lot que le titulaire doit mettre à la disposition du maître d'ouvrage pour assurer les prestations objet du présent appel d'offres est comme suit :

Lot n°	Objet	Nombre minimum d'agents	Nombre maximum d'agents
unique	prestations d'entretien et de nettoyage des établissements scolaires et bâtiments administratifs collegials et qualifiants	117	124

ARTICLE 15: REPARTITION DU PERSONNEL PAR ETABLISSEMENT

Le titulaire doit mettre à la disposition du maître d'ouvrage un effectif réparti selon les postes précisés ci-dessus :

N° d'ordre	Site	Urbain/rural
1	LYCEE MLY MED BEN ABDELAH	U
2	LYCEE MAA AYNAYNE	U
3	LYCEE BEN CHAKROUNE	U
4	LYCEE TECHNIQUE	U
5	LYCEE CHAABANE	U
6	LYCEE LIXUS	R
7	LYCEE OULED OUCHIH	U
8	LYCEE AL MOHAMADIA	U
9	LYCEE OUED MAKHAZINE	U
10	LYCEE ROUTE DE RABAT	U
11	LYCEE AHMAD ERRACHIDI	U
12	COLLEGE ABDELKRIM EL KHATABI	R
13	COLLEGE OUAFAA	U
14	COLLEGE IMAM MALEK	U
15	COLLEGE HASSAN II	U

16	COLLEGE OUED MAKHAZINE	U
17	COLLEGE MAGHREB JADID	U
18	COLLEGE SAHEL	R
19	COLLEGE RISSANA	R
20	COLLEGE BNI GORFET	R
21	COLLEGE AZIZ BLAL	R
22	COLLEGE AYACHA	R
23	COLLEGE LAAOUAMRA	R
24	COLLEGE ZOUADA	R
25	COLLEGE ABI MAHASSINE	U
26	COLLEGE ALLAL BEN ABDELAH	U
27	COLLEGE MANSSOUR ADDAHBI	U
28	COLLEGE IMAM MOUSLIM	U
29	COLLEGE TARIK BNOU ZIAD	U
30	COLLEGE TATOFT	R
31	COLLEGE KOLLA	R
32	COLLEGE KSAR BJIR	R
33	COLLEGE SOUAKEN	R
34	COLLEGE ALLAL LOUDIYI	U
35	LYCEE ALLAL FASI	R
36	COLLEGE MEHDI BEN BARKA	U
37	COLLEGE AYACHA	R
TOTAL		117

La répartition définitive des agents à affecter, par établissement, sera transmise aux titulaires avec la notification de l'approbation des marchés qui résulteront du présent appel d'offres.

ARTICLE 16 : ORGANISATION DU TRAVAIL

Les prestations doivent être assurées de manière suivie et sans interruption, tous les jours comme indiqué dans l'article 9 ci-dessus.

Utilisation et Recrutement de la main d'œuvre

Avant le commencement des prestations, le titulaire doit présenter à la Délégation, la liste des agents proposés pour assurer l'exécution du marché. Le titulaire doit présenter, au Délégué, les dossiers des candidats retenus qui seront constitués des pièces suivantes :

- ✓ C.V.
- ✓ La fiche anthropométrique.
- ✓ Une photocopie de la carte nationale légalisée
- ✓ Un certificat médical d'aptitude physique
- ✓ Deux photos récentes.

Les agents ne seront définitivement acceptés qu'après accord du maître d'ouvrage.

Aucun changement ni déplacement des agents affectés à l'exécution des prestations ne peut intervenir, qu'après concertation avec le maître d'ouvrage. En cas de délit commis par un agent constaté par la Délégation et qui nécessite le changement de cet agents, le titulaire doit le remplacer dans les vingt quatre heures qui suivent.

Il est interdit au titulaire et à son personnel de s'immiscer ou d'intervenir à quelque moment et sous quelque forme que ce soit dans le déroulement d'un conflit du travail ou d'événements s'y rapportant.

Le titulaire doit tenir à la disposition de la Délégation et constamment à jour la liste nominative du personnel employé par lui.

Le personnel mis en service par le titulaire doit présenter toutes garanties de moralité, de probité et de bon service. La Délégation se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux à tout agent du titulaire qu'elle estimerait indésirable, notamment, du fait de sa tenue ou de sa conduite en service.

Contrôle d'exécution et de qualité des prestations

La Délégation et les établissements qui lui sont rattachés désigneront, respectivement, un responsable chargé de la vérification du respect du planning journalier des prestations ainsi que de leur exécution conformément aux dispositions du CPS et aux normes en vigueur

ARTICLE 17 : FOURNITURE D'INGREDIENTS

Le prestataire est tenu de fournir, à ses frais, les produits et l'outillage nécessaire pour l'exécution du présent marché. Les produits d'entretien et les équipements et fournitures nécessaires au nettoyage doivent être du premier choix et de bonne qualité. Ils seront fournis en quantités suffisantes par le titulaire du marché qui demeurera, dans tous les cas, responsable des détériorations qui pourraient être constatées à l'occasion ou du fait des services de nettoyage effectués par son personnel.

N°	Produits à fournir	Unité de mesure	Quantité par agent
1	Balai nylon avec manche en bois	U	2/1 mois
2	Balai tête de loup avec manche longue	U	1/ 6 mois
3	Brosse de nettoyage de cuves de WC	U	1/6 mois
4	Chiffon jaune	U	1/1mois
5	Eau de Javel 12°	Litre	5L/ mois
6	Lave sol liquide parfumé	Litre	5L/1mois
7	Pelle en plastique	U	1/1mois
8	Raclette avec manche en bois	U	1/1mois
9	Sac en plastique pour ordures	U	10/ mois
10	Sachet de savon en poudre (195 g)	Sachet	5/1mois
11	Seau en plastique 10 litres	U	1/3mois
12	Serpillère double	U	2/1mois

Les produits doivent être dans des flacons spécifiques identifiés par des étiquettes portant le nom, le champ d'application et le mode d'emploi du produit.

Pour toutes ces fournitures le directeur de l'établissement se réserve le droit de refuser tout produit ou matériel qu'il estimerait non convenable à l'exécution des travaux.

L'administration met gratuitement à la disposition du prestataire, de l'eau et de l'électricité nécessaire aux travaux de nettoyage.

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
	(Signature plus la mention « lu et accepté » manuscrite)

BORDEREAU DES PRIX ET DETAIL ESTIMATIF

**Sous détail des prix d'un MOIS de travail sur la base d'un SMIG horaire de 8h/jour
AO :22/2013**

PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET BATIMENTS ADMINISTRATIFS
COLLEGIALS ET QUALIFIANTS RELEVANT DE LA DELEGATION PROVINCIALE DU MINISTERE DE L'EDUCATION
NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LARACHE REPARTIS EN LOT UNIQUE

1- AGENT DU SERVICE DE NETTOYAGE.

SMIG mensuel par agent : 8 h/jour	Charges sociales : Patronales (Correspondant à un mois de travail)			Taxe professionnelle 1,6 % (Correspondant à un mois de travail)	Congés payés (Correspondant à un MOIS de travail)	Assurances, Charges de fonctionnement (tenues et autres frais) et Marge bénéficiaire (Correspondant à un MOIS de travail)	Total HT
	Prestations familiales 6,4 %	AMO 3.50%	Prestations sociales à CT et LT 8,60 %				

BORDEREAU DES PRIX ET DETAIL ESTIMATIF --- APPEL D'OFFRES OUVERT N°22 / 2013

Objet: PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET BATIMENTS ADMINISTRATIFS COLLEGIALS ET QUALIFIANTS RELEVANT DE LA DELEGATION PROVINCIALE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LARACHE REPARTIS EN LOT UNIQUE

N° DU PRIX (1)	Désignation des prestations (2)	Profil	QUANTITE (4)	Prix Unitaire journalier en Dirhams Hors TVA		Prix Total annuel en Dirhams Hors TVA PRIX2 (6)=250jx(4)x(5)
				En Chiffre (5)	En toutes Lettres	
1	prestations d’entretien et de nettoyage des établissements scolaires et bâtiments administratifs collegials et qualifiants relevant de la délégation provinciale de Larache	Préposé à l’entretien et au nettoyage	Min = 117			
			Max = 124			
				Total annuel hors TVA (Min)		
				Total annuel hors TVA (Max)		
				TVA (20..%) (Min)		
				TVA (..20%) (Max)		
				Total annuel Minimum (T.T.C)		
				Total annuel Maximum (T.T.C)		

Arrêté le présent bordereau des prix - détail estimatif à la somme annuelle de :

Minimum : T.T.C

Maximum : T.T.C

ROYAUME DU MAROC
Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
academie regionale d'éducation et de formation
REGION TANGER - TETOUAN
Délégation provinciale de LARACHE
Marché N° :.....

Marché cadre passé par appel d'offres ouvert en séance publique, en vertu des articles 5 du Règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Académie Régionale d'Education et de Formation de la Région Tanger Tétouan approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances le 11/06/2012.

Objet : prestations d'entretien et de nettoyage des établissements scolaires et bâtiments administratifs collegials et qualifiants relevant de la délégation provinciale de Larache au titre de l'exercice 2014 en lot unique

Montant du marché :

Minimum :

En chiffre : A NE PAS REMPLIR.....DH TTC

En lettre : A NE PAS REMPLIR (Dirhams TTC)

Maximum :

En chiffre : A NE PAS REMPLIR DH TTC

En lettre : A NE PAS REMPLIR (Dirhams TTC)

<u>Dressé par :</u>	<u>Lu et accepté par l'Entreprise :</u>
<u>Signé par :</u> <u>Le Délégué du MEN de larache</u>	
<u>Approuvé par :</u> <u>Le Directeur de l'AREF Tanger-Tetouan:</u>	<u>Visé par :</u> <u>Le Contrôleur d'Etat de l'AREF</u> <u>Tanger-Tetouan :</u>